

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

1 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, tel qu'établis à la Partie V du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), et ils incluent les principales méthodes comptables suivantes :

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, en vertu du chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises » du Manuel de l'ICCA, et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les autres placements sont inscrits au coût.

b) Utilisation

La préparation des états financiers conformément aux PCGR exige que la direction utilise des estimations et formule des hypothèses qui reposent sur des jugements subjectifs ou complexes, et qui influent sur les montants présentés aux états financiers consolidés de la Société. Bien que la direction revioie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de ces dernières. Les éléments qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont : les provisions, telles que les provisions pour mauvaises créances, pour désuétude des stocks et pour éventualités légales, la dépréciation d'actifs, les frais de restructuration, les périodes d'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, la charge découlant de la rémunération à base d'actions, les impôts sur les bénéfices et les régimes de retraite.

c) Constatation des revenus

La Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord d'échange de produits ou de services;
- les produits ont été expédiés ou livrés, ou les services rendus;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement de la vente est raisonnablement assuré.

i) Dans le secteur de l'impression, l'impression constitue la principale source de revenus. Ces derniers sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon l'entente conclue avec le client. La plupart des ventes sont livrées promptement aux clients; ainsi, la Société n'a pas de montants importants de produits finis en inventaire.

ii) Dans le secteur de l'interactif, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus d'impression :

Les revenus d'impression sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de préparation de contenu :

Les revenus de préparation de contenu sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

Revenus de projets marketing :

Les revenus de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

iii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire, ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

1 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte-en-porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours et frais de livraison.

Revenus d'ouvrages pédagogiques :

Les revenus d'ouvrages pédagogiques sont constatés au moment où les ouvrages sont expédiés aux clients, selon l'entente conclue avec le client.

Revenus d'édition :

Les revenus d'aide gouvernementale liés à l'édition sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

d) Opérations non monétaires

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société a constaté un montant de 9,5 millions de dollars à titre d'opérations non monétaires (7,4 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2010).

e) Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer à la date de résorption des écarts temporaires, selon les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture des états financiers. Une provision pour moins-value est constatée en réduction de la valeur comptable des actifs d'impôts futurs lorsqu'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne seront pas réalisés.

f) Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels, est constatée en réduction du coût de l'actif sous-jacent. L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement liés aux dépenses d'exploitation, est constatée en réduction de ces dernières.

g) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à la juste valeur.

h) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

i) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus, et réduit les frais d'exploitation figurant dans les états consolidés des résultats et les stocks connexes figurant aux bilans consolidés. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

j) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, et sont amorties selon la méthode linéaire sur les durées de vie utile estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Les coûts, tels que les intérêts débiteurs, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile de l'immobilisation corporelle correspondante. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

1 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

k) Contrats de location

La Société comptabilise les contrats de location-acquisition à titre d'immobilisations corporelles et d'emprunts à long terme lorsque la quasi-totalité des avantages et risques inhérents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles futurs payables en vertu du bail, et est amorti linéairement sur la durée du bail.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques inhérents à la propriété du bien loué sont comptabilisés à titre de contrats de location-exploitation, en vertu desquels les coûts de location sont comptabilisés aux résultats selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

l) Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités

Les actifs à long terme destinés à la vente sont présentés distinctement aux bilans consolidés et sont mesurés à la valeur comptable ou à la juste valeur diminuée des frais de vente, si celle-ci est inférieure, et ils ne sont pas amortis tant qu'ils sont présentés comme étant disponibles à la vente. Les résultats nets liés aux éléments qui ont été sortis par vente, ou classés comme étant disponibles à la vente, sont présentés à titre d'activités abandonnées lorsque les résultats et les flux de trésorerie liés à ces éléments ont été ou seront éliminés des activités poursuivies par suite de la vente, et si la Société ne participera plus de façon importante à l'exploitation de l'élément après la vente. Un élément d'une entreprise s'entend d'un élément dont les résultats nets et les flux de trésorerie peuvent être clairement distingués du reste des résultats nets et des flux de trésorerie de la Société et ce, tant sur le plan de l'exploitation qu'aux fins de la présentation de l'information financière.

m) Écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets des entreprises acquises. Un écart d'acquisition a une durée de vie utile indéfinie, et n'est pas amorti mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

Afin de déterminer si une perte de valeur est survenue ou non, la Société applique diverses approches pour déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation, notamment celle fondée sur le marché et celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Au terme de l'approche fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation en multipliant les bénéfices normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. Si des éléments indiquent une perte de valeur potentielle, la Société utilise l'approche de l'actualisation des flux de trésorerie futurs pour l'estimer, et la compare avec la juste valeur de l'actif net identifiable. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur les estimations de la Société, compte tenu des résultats d'exploitation prévus, de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'unité d'exploitation.

n) Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis comme suit :

	Durée	Méthode
Relations d'affaires	12 ans	Linéaire
Coûts de prépublication d'ouvrage	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	5 ans	Linéaire

Les actifs incorporels non amortissables comprennent des noms commerciaux acquis, principalement de magazines et de journaux, et les tirages qui leur sont associés. Ces actifs incorporels ont une durée de vie utile indéfinie, et ne sont pas amortis mais plutôt soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

o) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis linéairement sur la durée du contrat, ou en fonction du volume de ventes, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une dépréciation. Ces coûts sont inclus dans les autres éléments d'actif aux bilans consolidés.

p) Obligations liées à la mise hors service

Les obligations légales rattachées à la remise en état de certains bâtiments sont comptabilisées dans la période où elles sont contractées, lorsqu'elles peuvent être raisonnablement estimées. Les obligations sont initialement évaluées à leur juste valeur en utilisant l'approche de la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus, subséquemment ajustées pour refléter tout changement à l'échéancier ou au montant des flux de trésorerie estimatifs initiaux. Initialement, ces obligations sont capitalisées en tant qu'immobilisations corporelles, puis amorties sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Un passif lié à l'obligation de mise hors service des immobilisations corporelles est également constitué au fil du temps, en raison de la désactualisation, et imputé aux frais d'exploitation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

1 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

q) Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des changements de situation indiquent que leur valeur comptable nette pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable nette excède les flux de trésorerie futurs non actualisés, découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable nette de l'actif sur sa juste valeur.

r) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Depuis le 1er juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations déterminées.

i) Régimes de retraite à prestations déterminées

L'obligation au titre des prestations constituées en vertu des régimes de retraite à prestations déterminées est déterminée par des actuaires indépendants, selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services, et est basée sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction. La Société amortit les gains et les pertes actuariels nets cumulatifs non constatés et supérieurs à 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux montants, ainsi que le coût des services passés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (« DMERCA ») du groupe de salariés participant aux régimes de retraite, qui varie de 10 à 12 ans. L'obligation transitoire résultant de l'application initiale du chapitre 3461 du Manuel de l'ICCA en novembre 2000 est aussi amortie sur la DMERCA du groupe d'employés participant aux régimes. Aux fins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ceux-ci sont évalués à leur juste valeur.

ii) Régimes de retraite à cotisations déterminées

En vertu des régimes de retraite à cotisations déterminées, la Société verse des cotisations aux régimes de retraite des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment où les cotisations sont versées.

s) Rémunération à base d'actions

La Société offre des régimes d'options d'achat d'actions et des régimes d'unités d'actions à l'intention de certains cadres supérieurs et administrateurs.

i) Régimes d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'octroi au moyen du modèle Black-Scholes. La charge de rémunération liée aux options est constatée aux résultats linéairement à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et la contrepartie est imputée au surplus d'apport inclus dans les capitaux propres. Lorsque les cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1er novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions.

ii) Régimes d'unités d'actions à l'intention des cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des cadres supérieurs est comptabilisée linéairement sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est réévalué à la valeur intrinsèque à chaque date de clôture des états financiers, en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société et ce, jusqu'au règlement des unités. Toute variation de la valeur intrinsèque est comptabilisée aux résultats. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision aux résultats, le cas échéant.

iii) Régimes d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au moment de leur octroi. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée aux résultats.

t) Conversion de devises étrangères

Les filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes, sont considérées comme des établissements étrangers autonomes, et la méthode du taux courant est utilisée pour la conversion de leurs états financiers en dollars canadiens. Les écarts résultant de cette conversion sont inscrits sous le poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » au bilan consolidé, et ne sont inclus aux résultats qu'au moment de la réalisation d'une réduction de l'investissement net dans ces établissements étrangers. Les établissements étrangers intégrés, incluant les bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes et les opérations en devises, sont convertis selon la méthode temporelle, et les gains et les pertes de change sont enregistrés aux résultats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

1 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

u) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur
Débiteurs, autres comptes à recevoir et autres éléments d'actifs financiers	Prêts et créances	Coûts après amortissement
Placements	Disponibles à la vente	Juste valeur ou coût s'il n'y a pas de marché coté
Créditeurs, autres charges à payer et autres éléments de passifs financiers	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat étendu de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

v) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque trimestre. La tranche efficace de la relation de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé des résultats. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change des achats futurs d'équipements de production, reportée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, est reclassée à l'encontre de l'immobilisation lors de sa comptabilisation initiale. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital est reclassée aux résultats au cours de la période durant laquelle l'élément couvert influe sur les résultats.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, et qu'ils ne sont pas remplacés dans le cadre de la stratégie de couverture documentée de la Société, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

2 CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels, permet la capitalisation des coûts de salaires et avantages sociaux directement attribuables à la création d'un actif incorporel généré à l'interne. La Société ne capitalisait pas les coûts de prépublication d'ouvrages car ses systèmes d'information ne lui permettaient pas d'attribuer ces coûts à chaque ouvrage. Le 1er novembre 2010, la Société a modifié ses systèmes d'information afin de lui permettre de cumuler les coûts de salaires et avantages sociaux par ouvrage, et a décidé de changer de méthode comptable. Conséquemment, pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, le changement de méthode comptable a résulté en une augmentation des actifs incorporels de 5,3 millions de dollars et du passif d'impôt futur à long terme de 1,5 million, ainsi qu'en une diminution des frais d'exploitation de 5,3 millions et en une augmentation de la charge d'impôts sur les bénéfices de 1,5 million. Ces actifs incorporels sont dorénavant amortissables sur une période maximale de 7 ans, en fonction de l'historique des ventes, à même les frais d'exploitation. L'application de cette méthode comptable est prospective car la Société ne dispose pas des informations relatives aux années antérieures pour appliquer ce changement rétrospectivement.

3 EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société complète actuellement l'analyse de l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur les états financiers consolidés. Les états financiers consolidés du premier trimestre de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 seront préparés selon ces nouvelles normes.

4 AMORTISSEMENT

	2011	2010
Immobilisations corporelles	104,1 \$	105,8 \$
Actifs incorporels	16,2	17,5
	120,3	123,3
Actifs incorporels et autres éléments d'actif, constatés dans les postes revenus, frais d'exploitation et frais financiers	27,2	24,6
	147,5 \$	147,9 \$

5 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

Au cours des derniers exercices, la Société a entrepris des programmes de rationalisation de ses opérations qui se résument comme suit :

a) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice clos le 31 octobre 2009, la Société avait annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à la récession, incluant d'importantes compressions des dépenses dans l'ensemble de l'entreprise au Canada et aux États-Unis. La dégradation de l'économie avait alors eu pour effet de réduire les investissements en communication et en marketing d'un bon nombre de clients de la Société. Par conséquent, des projets d'impression de produits marketing et de placements publicitaires dans les magazines et les journaux avaient été annulés ou reportés par ces entreprises qui subissaient aussi l'effet de la récession. Ces mesures ont été complétées au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010 et les déboursés finaux ont eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

b) La Société procède actuellement à des mesures de rationalisation qui visent l'ensemble de ses secteurs d'exploitation. Ces mesures visent, entre autres, à faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées du secteur de l'impression et ce, en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression, qui se traduisent par une baisse de la demande dans certains créneaux de marché. Ces mesures visent également la mise en place d'une nouvelle structure d'exploitation à compter du 1er novembre 2011, en combinant la majorité des activités des secteurs de l'interactif avec celles des médias pour ne former qu'un seul secteur, dans le but de mieux répondre aux besoins actuels en communication marketing multiplateformes des entreprises. Pour leur part, les activités d'impression numérique établies aux États-Unis compléteront l'offre du secteur de l'impression. Il est prévu que ces mesures soient complétées au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

5 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS ET FRAIS DE RESTRUCTURATION (SUITE)

Le tableau suivant présente le détail de ces programmes :

	Total		2011				2010	
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au 31 octobre 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 31 octobre 2011	Montant imputé aux résultats	Montant payé
a) Mesures de rationalisation 2009 - 2010								
Impression								
Réduction d'effectifs	27,2 \$	27,2 \$	2,9 \$	- \$	2,9 \$	- \$	4,3 \$	10,2 \$
Autres coûts	4,3	4,3	-	-	-	-	1,1	1,2
Interactif								
Réduction d'effectifs	2,1	2,1	0,6	-	0,6	-	0,9	1,1
Autres coûts	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-
Médias								
Réduction d'effectifs	10,4	10,4	0,4	-	0,4	-	1,4	4,7
	44,2	44,2	3,9	-	3,9	-	7,7	17,2
Impression								
Dépréciation d'actifs	16,5	16,5	s.o.	-	s.o.	s.o.	0,9	s.o.
Médias								
Dépréciation d'actifs	1,6	1,6	s.o.	-	s.o.	s.o.	0,1	s.o.
	62,3 \$	62,3 \$	3,9 \$	- \$	3,9 \$	- \$	8,7 \$	17,2 \$
b) Mesures de rationalisation 2011 - 2012								
Impression								
Réduction d'effectifs	13,7 \$	13,7 \$	5,5 \$	8,2 \$	8,0 \$	5,7 \$	5,5 \$	- \$
Autres coûts	2,4	3,2	-	2,4	2,4	-	-	-
Interactif								
Réduction d'effectifs	1,7	1,7	-	1,7	0,7	1,0	-	-
Médias								
Réduction d'effectifs	2,2	2,2	-	2,2	1,3	0,9	-	-
	20,0	20,8	5,5	14,5	12,4	7,6	5,5	-
Impression								
Dépréciation d'actifs	4,6	4,6	s.o.	3,9	s.o.	s.o.	0,7	s.o.
	24,6 \$	25,4 \$	5,5 \$	18,4 \$	12,4 \$	7,6 \$	6,2 \$	- \$
Total								
Réduction d'effectifs	57,3 \$	57,3 \$	9,4 \$	12,1 \$	13,9 \$	7,6 \$	12,1 \$	16,0 \$
Autres coûts	6,9	7,7	-	2,4	2,4	-	1,1	1,2
Dépréciation d'actifs	22,7	22,7	s.o.	3,9	s.o.	s.o.	1,7	s.o.
	86,9 \$	87,7 \$	9,4 \$	18,4 \$	16,3 \$	7,6 \$	14,9 \$	17,2 \$

6 FRAIS FINANCIERS

	2011	2010
Frais financiers de la dette à long terme	34,6 \$	39,7 \$
Autres frais	5,0	3,6
Gain de change	(0,3)	(0,7)
	39,3 \$	42,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

7 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2011	2010
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition statutaire	39,2 \$	53,7 \$
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	(9,6)	(12,2)
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	(2,4)
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable du gain en capital	9,0	4,7
Variation des provisions pour moins-value sur pertes en capital	(3,4)	(6,6)
Autres	(4,9)	(3,1)
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	30,3 \$	34,1 \$

Les impôts sur les bénéfices incluent les éléments suivants :

Impôts sur les bénéfices avant les éléments suivants :	44,0 \$	42,8 \$
Impôts sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration	(5,0)	(4,2)
Impôts sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	(7,1)	(2,1)
Impôts sur les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	(1,6)	-
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	(2,4)
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	30,3 \$	34,1 \$

(a) Les réductions du taux d'imposition provincial annoncées dans le budget ontarien du 26 mars 2009 ont été adoptées le 15 décembre 2009. Ces réductions du taux d'imposition provincial ont eu pour effet de réduire la charge d'impôt et le passif d'impôts futurs net de 2,4 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice clos le 31 octobre 2010.

La provision d'impôts sur les bénéfices pour les exercices clos les 31 octobre s'établit comme suit :

	2011	2010
Exigibles	31,4 \$	23,7 \$
Futurs		
Réduction des impôts futurs rattachée à la dépréciation d'actifs et frais de restructuration	(5,0)	(4,2)
Réduction des impôts futurs rattachée à la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	(7,1)	(2,1)
Impôts sur les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	(1,6)	-
Réduction des impôts futurs rattachée à la réduction du taux statutaire ontarien	-	(2,4)
Augmentation des impôts futurs rattachée aux autres écarts temporaires	12,6	19,1
Total	30,3 \$	34,1 \$

Les éléments donnant lieu à des actifs et des passifs d'impôts futurs se présentent comme suit aux 31 octobre :

	2011	2010
Report de pertes	130,1 \$	120,2 \$
Immobilisations corporelles, déduction faite des crédits d'impôt	(96,0)	(77,6)
Autres éléments d'actif (de passif)		
Provisions non déductibles	10,2	5,2
Régimes de retraite	(1,9)	2,3
Écarts d'acquisition et actifs incorporels	(33,1)	(34,7)
Autres	9,9	6,6
Total des impôts futurs	19,2 \$	22,0 \$

Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

Actif d'impôts futurs à court terme	16,8 \$	16,6 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	144,9	145,3
Passif d'impôts futurs à court terme	(2,0)	(2,5)
Passif d'impôts futurs à long terme	(140,5)	(137,4)
Total des impôts futurs	19,2 \$	22,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

7 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

La Société dispose de pertes en capital de 34,4 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment, et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. De plus, la Société dispose de pertes reportées dans certains états américains, qui expirent entre 2013 et 2031, et dont la valeur après déduction fédérale est de 5,3 millions de dollars. Considérant que certaines limitations peuvent s'appliquer à l'utilisation de ces pertes, la Société a enregistré une provision pour moins-value de 4,1 millions de dollars à l'encontre de celles-ci, laissant une valeur nette de 1,2 million au bilan consolidé au 31 octobre 2011.

8 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 12 juillet 2011, la Société a conclu un accord définitif avec Quad/Graphics, Inc. visant la vente de ses activités d'impression au Mexique, pour un produit net de 81,8 millions de dollars. La Société a encaissé un montant de 50,0 millions de dollars et a enregistré un montant de 32,8 millions dans ses débiteurs. Cette transaction a généré une perte nette sur disposition de 22,7 millions de dollars, incluant un montant de 50,5 millions relatif au renversement des pertes de change accumulées sous le poste « Écarts de conversion cumulés » dans le « Cumul des autres éléments du résultat étendu », que la Société a été tenue de considérer dans la valeur comptable de l'actif net lié aux activités d'impression au Mexique. Les activités d'impression au Mexique ont généré des revenus de l'ordre de 63,3 millions de dollars en 2010 et employaient quelque 900 personnes dans trois installations. La clôture de la transaction a eu lieu le 8 septembre 2011.

Le 10 février 2010, la Société a conclu une entente avec IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota, visant la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publi-postage à grand volume aux États-Unis, pour un produit net de 105,7 millions de dollars. La clôture de la transaction a eu lieu le 1er avril 2010.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées :

	2011	2010
Revenus	55,3 \$	140,9 \$
Charges	53,3	153,9
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	2,0	(13,0)
Impôts sur les bénéfices (recouvrés)	0,5	(3,2)
Bénéfice (perte) lié à l'exploitation des activités abandonnées	1,5	(9,8)
Gain (perte) lié à l'abandon des activités, déduction faite des impôts y afférents de néant en 2011 et 24,1 en 2010	(22,7)	39,2
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	(21,2) \$	29,4 \$

9 DÉBITEURS

Le 16 février 2011, la Société a mis sur pied un nouveau programme de titrisation de deux ans avec une fiducie dont l'agent des services financiers est une banque canadienne, visant la vente, de temps à autre, de certains des débiteurs de ses filiales. La contrepartie nette maximale permise en vertu de ce programme est de 200,0 millions de dollars, dont un maximum de 20 % de débiteurs en dollars américains.

Au 31 octobre 2011, aucun montant n'avait été tiré de cette source de financement.

10 STOCKS

	2011	2010
Matières premières	43,8 \$	40,9 \$
Produits en cours et produits finis	36,4	36,7
	80,2 \$	77,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

11 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2011	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	46,1 \$	- \$	46,1 \$
Bâtiments	305,6	97,8	207,8
Matériel de production	1 149,5	690,8	458,7
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	14,8	8,4	6,4
Autres équipements	162,7	128,8	33,9
Améliorations locatives	46,4	22,6	23,8
Constructions en cours et dépôts sur équipements	10,4	-	10,4
	1 735,5 \$	948,4 \$	787,1 \$

2010	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	47,5 \$	- \$	47,5 \$
Bâtiments	307,2	87,3	219,9
Matériel de production	1 222,0	708,1	513,9
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	19,5	7,8	11,7
Autres équipements	163,9	122,7	41,2
Améliorations locatives	44,6	21,1	23,5
Constructions en cours et dépôts sur équipements	13,9	-	13,9
	1 818,6 \$	947,0 \$	871,6 \$

Intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, des montants négligeables d'intérêts ont été capitalisés aux immobilisations corporelles (2,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2010).

12 ÉCARTS D'ACQUISITION

La variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition se présente comme suit :

2011	Secteur de l'impression	Secteur de l'interactif	Secteur des médias	Autres activités et montants non alloués	Total consolidé
Solde au début de l'exercice	129,7 \$	38,6 \$	508,9 \$	0,9 \$	678,1 \$
Acquisitions (note 23)	-	3,5	31,9	-	35,4
Dépréciation	-	(29,5)	(1,5)	-	(31,0)
Solde à la fin de l'exercice	129,7 \$	12,6 \$	539,3 \$	0,9 \$	682,5 \$

2010	Secteur de l'impression	Secteur de l'interactif	Secteur des médias	Autres activités et montants non alloués	Total consolidé
Solde au début de l'exercice	131,4 \$	33,2 \$	507,9 \$	0,9 \$	673,4 \$
Acquisitions (note 23)	-	5,6	1,8	-	7,4
Dispositions	(1,4)	-	(0,3)	-	(1,7)
Variation du cours de change et autres	(0,3)	(0,2)	(0,5)	-	(1,0)
Solde à la fin de l'exercice	129,7 \$	38,6 \$	508,9 \$	0,9 \$	678,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

12 ÉCARTS D'ACQUISITION (SUITE)

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition. Le test s'effectue en deux étapes. Lors de la première étape, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation en multipliant les bénéfices normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. Si au terme de cette première étape il y a une indication d'une perte de valeur potentielle, la Société procède à la deuxième étape du test pour déterminer le montant de la perte de valeur. Lors de la deuxième étape, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation à l'aide des flux de trésorerie futurs actualisés, compte tenu des résultats d'exploitation prévus, de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'unité d'exploitation, et la compare avec la juste valeur de l'actif net identifiable afin de dégager la juste valeur des écarts d'acquisition.

Étant donné les transformations importantes dans l'industrie des communications marketing, la Société a enregistré, au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, une charge de dépréciation des écarts d'acquisition de 31,0 millions de dollars, reliée principalement aux activités de marketing personnalisé du secteur de l'interactif en raison d'une rentabilité inférieure à ce qui avait été prévu initialement. Aucune charge de dépréciation des écarts d'acquisition n'a été enregistrée au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010.

13 ACTIFS INCORPORELS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
2011			
Actifs incorporels amortissables			
Relations d'affaires	23,8 \$	7,9 \$	15,9 \$
Coûts de prépublication d'ouvrage	71,6	50,3	21,3
Titres d'ouvrages pédagogiques	20,0	19,1	0,9
Contrats d'impression acquis	11,2	7,0	4,2
Ententes de non-concurrence	2,4	1,2	1,2
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	36,2	20,4	15,8
Autres	1,0	0,5	0,5
	166,2	106,4	59,8
Actifs incorporels non amortissables			
Noms commerciaux et tirages	91,0	-	91,0
	257,2 \$	106,4 \$	150,8 \$
2010			
Actifs incorporels amortissables			
Relations d'affaires	32,2 \$	7,0 \$	25,2 \$
Coûts de prépublication d'ouvrage	60,3	41,1	19,2
Titres d'ouvrages pédagogiques	20,0	15,1	4,9
Contrats d'impression acquis	11,1	6,2	4,9
Ententes de non-concurrence	2,0	0,8	1,2
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	40,1	19,9	20,2
Autres	0,9	0,4	0,5
	166,6	90,5	76,1
Actifs incorporels non amortissables			
Noms commerciaux et tirages	103,0	-	103,0
	269,6 \$	90,5 \$	179,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

13 ACTIFS INCORPORELS (SUIVE)

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société a capitalisé des coûts directement attribuables à la création d'actifs incorporels générés à l'interne pour un montant de 17,5 millions de dollars (19,0 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2010).

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société a enregistré une charge de dépréciation des noms commerciaux et tirages de 12,0 millions de dollars de certaines publications du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, plus précisément dans la division des journaux des provinces de l'Atlantique et de la Saskatchewan (8,0 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010). De plus, la Société a enregistré une charge de dépréciation des relations d'affaires de 6,6 millions de dollars et une charge de dépréciation des coûts liés à des projets à long terme en technologie de 2,6 millions, principalement reliés aux activités de marketing personnalisé et d'impression numérique du secteur de l'interactif (aucune charge au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010). Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, la Société avait également enregistré une charge de dépréciation de 4,5 millions de dollars afin de dévaluer divers autres actifs incorporels.

14 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2011	2010
Coûts d'acquisition de contrat	13,4 \$	20,4 \$
Placements	0,6	0,8
Actif au titre des prestations constituées (note 24)	23,6	8,4
Juste valeur des instruments financiers dérivés	0,2	2,5
Autres	5,9	7,1
	43,7 \$	39,2 \$

15 DETTES À LONG TERME

	Taux d'intérêt effectif au 31 octobre 2011	Échéance	2011	2010
Billets de premier rang non garantis				
Série 2002 A - 1re tranche - 5,62 % (75,0 \$US)	5,89 %	2013	74,4 \$	76,5 \$
Série 2002 A - 2e tranche - 5,73 % (50,0 \$US)	5,83 %	2015	49,6	51,0
Série 2004 A - LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	1,28 %	2012	37,2	38,3
Série 2004 B - LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	1,28 %	2012	37,2	38,3
Série 2004 C - LIBOR + 0,80 % (15,0 \$US)	1,16 %	2014	14,9	15,3
Série 2004 D - LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	1,25 %	2016	9,9	10,2
Emprunts garantis par des immobilisations corporelles	-	-	-	0,5
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition pour des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 6,4 \$	5,43 % à 8,07 %	2012-2016	4,2	5,2
Crédit à terme rotatif en dollars canadiens	1,75 %	2012	145,0	166,0
Crédit à terme rotatif en dollars américains (2011 - 37,0 \$US; 2010 - 12,0 \$US)	0,71 %	2012	36,7	12,2
Débetures non garanties - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 8,06 %	8,16 %	2014	50,0	50,0
Série 2 - 5,58 %	5,61 %	2019	50,0	50,0
Prêt à terme - SGF Rexfor Inc. - 8,25 %	-	-	-	50,0
Crédit à terme - Caisse de dépôt et placement du Québec				
Taux acceptations bancaires + 6,375 %	-	-	-	100,0
Prêt à terme - EURIBOR + 1,60 % (2011 - 39,3 euros; 2010 - 49,2 euros)	5,40 %	2015	55,5	69,6
Autres emprunts à des taux nominaux fixes de 0,00 % à 8,00 %	3,27 % à 8,00 %	2012-2017	2,6	3,8
			567,2	736,9
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti			2,8	6,2
Total de la dette à long terme			564,4	730,7
Portion à court terme			271,9	17,8
			292,5 \$	712,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

15 DETTES À LONG TERME (SUITE)

Les billets de premier rang non garantis Série 2002 A sont rachetables à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, si le rachat a lieu avant l'échéance prévue, en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des titres du Trésor américain ayant une échéance semblable. Les billets de premier rang non garantis Séries 2004 A, 2004 B, 2004 C et 2004 D sont rachetables à leur valeur nominale à l'exclusion de la Série 2004 D, qui est rachetable moyennant une prime de 0,5 % en date du 31 octobre 2011.

La Société dispose d'une marge de crédit ferme sous la forme d'un crédit à terme rotatif au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui vient à échéance en septembre 2012. Le taux d'intérêt applicable au crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's. Selon la cote de crédit actuelle et la forme d'emprunt choisie par la Société, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 0,44 %. Des frais de facilité de 0,11 % sont également applicables au crédit à terme rotatif, qu'il soit utilisé ou non, et des frais d'utilisation de 0,05 % sont applicables si un montant de plus de 66 2/3 % du crédit à terme rotatif est utilisé.

Au 31 octobre 2011, des lettres de crédit aux montants de 0,4 million de dollars canadiens et 2,3 millions de dollars américains avaient été émises à même la marge de crédit ferme, en plus du montant présenté ci-haut.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ est composé de deux débetures non garanties de 50,0 millions chacune. La première porte intérêt au taux de 8,06 %, payable aux six mois. La deuxième porte intérêt au taux de 5,58 %, payable aux six mois. En cas de changement de contrôle de la Société, les modalités de ce financement prévoient que le capital et l'intérêt couru peuvent être exigibles.

Le 17 février 2011, la Société a remboursé par anticipation son crédit à terme de 100,0 millions de dollars qui avait été accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2009. Ce financement était d'une durée de cinq ans, au taux des acceptations bancaires majoré de 6,375 %. Ce remboursement anticipé a été effectué à l'aide du crédit à terme rotatif, et a engendré des frais de 4,5 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, dont 1,1 million n'a eu aucun effet sur la trésorerie.

Le 4 juillet 2011, la Société a remboursé par anticipation son prêt à terme de 50,0 millions de dollars qui avait été accordé par SGF Rexfor Inc. au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2009. Ce financement était d'une durée de cinq ans, au taux d'intérêt applicable de 8,25 % l'an. Ce remboursement anticipé a été effectué à l'aide du crédit à terme rotatif, et a engendré des frais de 1,3 million de dollars, qui ont été enregistrés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, dont 0,3 million sans effet sur la trésorerie.

Le financement de 39,3 millions d'euros (55,5 millions de dollars) d'une banque européenne, qui a servi à acquérir différents équipements de production, porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %. Il est remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois jusqu'en juillet 2015. Le 1er décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, échéant en juillet 2015, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et convertir le taux d'intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 3,36 %.

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2012	271,9 \$
2013	90,0
2014	80,7
2015	64,0
2016	10,4
2017 et suivants	50,2
	<hr/> 567,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

15 DETTES À LONG TERME (SUITE)

Les paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location-acquisition, pour lesquels le capital est inclus dans les montants présentés ci-haut, sont les suivants :

	Capital	Intérêts	Paiements minimums
2012	1,3 \$	0,2 \$	1,5 \$
2013	1,0	0,1	1,1
2014	1,4	0,1	1,5
2015	0,3	-	0,3
2016	0,2	-	0,2
	4,2 \$	0,4 \$	4,6 \$

16 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

	2011	2010
Abonnements perçus d'avance	6,5 \$	7,2 \$
Charges à payer à long terme	16,0	16,0
Passif au titre des prestations constituées (note 24)	15,9	14,8
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	0,8	0,8
Juste valeur des instruments financiers dérivés	8,0	11,2
	47,2 \$	50,0 \$

17 CAPITAL-ACTIONS

Autorisé (en nombre illimité)

Actions à droit de vote subalterne catégorie A :	actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, comportant un vote par action, participantes;
Actions catégorie B :	actions à droit de vote sans valeur nominale, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes;
Actions privilégiées :	actions privilégiées de premier rang et de second rang pouvant être émises en série en nombre limité par les statuts, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société, donnant droit à des dividendes cumulatifs.

Émis et payé	2011		2010	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions participantes				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A	65 873 182	361,5 \$	65 806 497	361,2 \$
Actions catégorie B	15 151 235	20,5	15 196 840	20,6
	81 024 417	382,0	81 003 337	381,8
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D	4 000 000	96,8	4 000 000	96,8
		478,8 \$		478,6 \$

Les actions privilégiées de série D ont un dividende annuel cumulatif fixe de 6,75 % pour la première période de cinq ans, payable trimestriellement en janvier, avril, juillet et octobre. À compter du 15 octobre 2014, le dividende annuel cumulatif sera équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada d'une durée de cinq ans, majoré de 4,16 % pour les cinq années suivantes. Ces actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société à chaque cinquième anniversaire et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées, série E (les « actions privilégiées de série E »), à compter du 15 octobre 2014, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date. Les actions privilégiées de série E auront un dividende trimestriel cumulatif équivalent au rendement des bons du Trésor du gouvernement du Canada échéant dans trois mois, majoré de 4,16 %. Ces actions privilégiées de série E seront rachetables au gré de la Société et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées de série D, à compter du 15 octobre 2019, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

17 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Au cours des exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010, le capital-actions de la Société a varié de la façon suivante :

	2011		2010	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	65 806 497	361,2 \$	64 749 030	357,9 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	45 605	0,1	848 867	1,2
Levée d'options d'achat d'actions	21 080	0,2	208 600	2,1
Solde à la fin de l'exercice	65 873 182	361,5 \$	65 806 497	361,2 \$
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	15 196 840	20,6 \$	16 045 707	21,8 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(45 605)	(0,1)	(848 867)	(1,2)
Solde à la fin de l'exercice	15 151 235	20,5 \$	15 196 840	20,6 \$
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D				
Solde au début et à la fin de l'exercice	4 000 000	96,8 \$	4 000 000	96,8 \$

Levées des options d'achat d'actions

Lorsque les cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1er novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010, aucun montant n'a été viré du surplus d'apport au capital-actions.

18 BÉNÉFICE NET PAR ACTION PARTICIPANTE

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du bénéfice net lié aux activités poursuivies de base et dilué par action pour les exercices clos les 31 octobre :

	2011	2010
Numérateur		
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	105,8 \$	144,0 \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	6,8	6,8
Bénéfice net lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	99,0 \$	137,2 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	81,0	80,8
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	0,1	0,1
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	81,1	80,9

Dans le calcul du bénéfice net dilué par action, 1 242 340 options sont considérées anti-dilutives au 31 octobre 2011 (1 010 960 au 31 octobre 2010), leur prix d'exercice étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

19 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2011 sont de 6 078 562 et 4 572 478, respectivement. Pour les options octroyées avant le 31 mars 2005, le droit de levée s'acquiert à raison de 20 % par année et prend fin 10 ans après l'octroi. Pour les options octroyées après le 30 mars 2005, le droit de levée s'acquiert à raison de 25 % par année et prend fin sept ans après l'octroi. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A, et le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi des options.

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,7 million de dollars et 0,8 million ont été imputées aux résultats et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010, respectivement.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

	2011		2010	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de l'exercice	1 542 490	16,76 \$	2 006 575	17,23 \$
Octroyées	164 672	16,20	173 100	13,09
Levées	(21 080)	10,36	(208 600)	9,88
Annulées	(113 442)	18,38	(428 585)	20,84
Options émises à la fin de l'exercice	1 572 640	16,67 \$	1 542 490	16,76 \$
Options pouvant être levées aux 31 octobre	1 118 885	18,10 \$	1 044 640	18,95 \$

Au 31 octobre 2011, le solde des options d'achat d'actions disponible pour octrois futurs en vertu du régime était de 2 999 838.

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions aux 31 octobre :

	Options en cours			Options pouvant être levées		
	Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée restante à courir (années)	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
2011						
	9,64 - 13,09 \$	490 400	4,3	10,85 \$	220 375	10,47 \$
	15,51 - 22,41 \$	1 082 240	2,6	19,31	898 510	19,98
		1 572 640	3,1	16,67 \$	1 118 885	18,10 \$
2010						
	8,85 - 13,09 \$	531 530	5,2	10,87 \$	124 205	10,09 \$
	15,51 - 22,41 \$	1 010 960	3,0	19,86	920 435	20,15
		1 542 490	3,8	16,76 \$	1 044 640	18,95 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

19 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Le tableau suivant résume les hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle Black-Scholes, la moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi des options d'achat d'actions émises au cours des exercices clos les 31 octobre :

	2011	2010
Juste valeur des options d'achat d'actions	5,40 \$	4,31 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende	1,6 %	1,5 %
Volatilité prévue	39,8 %	38,6 %
Taux d'intérêt sans risque	2,51 %	2,74 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

Régime d'unités d'actions à l'intention des cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont octroyées. Une portion des unités d'actions sera acquise sur la base de l'atteinte des cibles de rendement et une autre portion en fonction de l'écoulement du temps. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	2011	2010	2011	2010
	UAD		UAR	
Solde au début de l'exercice	121 110	127 870	676 627	548 808
Unités octroyées	40 123	53 240	233 383	277 013
Unités annulées	-	(58 141)	(110 163)	(136 765)
Unités payées	(31 431)	(4 290)	(53 824)	(12 429)
Unités converties	66 139	-	(66 139)	-
Dividendes versés en unités	6 040	2 431	-	-
Solde à la fin de l'exercice	201 981	121 110	679 884	676 627

Le renversement de charge enregistré dans l'état consolidé des résultats pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a été de 0,4 million de dollars. La charge enregistrée dans l'état consolidé des résultats pour l'exercice clos le 31 octobre 2010 a été de 4,0 millions. Des montants de 1,3 million et 0,2 million ont été versés en vertu de ce régime pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	2011	2010
Solde au début de l'exercice	159 803	167 783
Rémunération des administrateurs	35 497	29 396
Unités payées	-	(40 923)
Dividendes versés en unités	5 957	3 547
Solde à la fin de l'exercice	201 257	159 803

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010 ont été de 0,2 million de dollars et 0,9 million, respectivement. Aucun montant n'a été versé en vertu de ce régime pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 (0,5 million pour l'exercice clos le 31 octobre 2010).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

20 SURPLUS D'APPORT

	2011	2010
Solde au début de l'exercice	13,7 \$	12,9 \$
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 19)	0,7	0,8
Solde à la fin de l'exercice	14,4 \$	13,7 \$

21 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	Écarts de conversion cumulés	Couvertures des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 1er novembre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	(4,0)	(5,2)	(9,2)
Solde au 31 octobre 2010	(24,8) \$	(4,5) \$	(29,3) \$
Solde au 1er novembre 2010	(24,8) \$	(4,5) \$	(29,3) \$
Reclassement d'une perte de change réalisée aux résultats nets des activités abandonnées, liée à la réduction de l'investissement net dans des établissements étrangers autonomes (note 8)	50,5	-	50,5
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	(5,7)	(1,8)	(7,5)
Solde au 31 octobre 2011	20,0 \$	(6,3) \$	13,7 \$

Au 31 octobre 2011, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au bénéfice net des prochains exercices comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016 et suivants	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1,6) \$	(2,2) \$	(1,6) \$	(0,9) \$	(2,5) \$	(8,8) \$
Impôts sur les bénéfices	0,6	0,6	0,4	0,2	0,7	2,5
	(1,0) \$	(1,6) \$	(1,2) \$	(0,7) \$	(1,8) \$	(6,3) \$

22 FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation se résume comme suit :

	2011	2010
Débiteurs	37,7 \$	(146,2) \$
Impôts sur les bénéfices à recevoir	5,0	(15,6)
Stocks	(2,7)	(6,6)
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	(3,8)	(0,3)
Créditeurs et charges à payer	(26,0)	13,9
Impôts sur les bénéfices à payer	4,5	2,1
Abonnements perçus d'avance et dépôts	(6,9)	3,8
Variation nette de l'actif et du passif au titre des prestations constituées (note 24)	(14,1)	(6,2)
	(6,3) \$	(155,1) \$
Information additionnelle		
Intérêts payés	30,5 \$	39,2 \$
Impôts sur les bénéfices payés	19,5 \$	33,4 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

23 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Le 12 juillet 2011, la Société et Quad/Graphics, Inc. ont conclu un accord définitif en vertu duquel la Société a convenu d'acquérir la totalité des actions de Quad/Graphics Canada, Inc., sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires, dont celle en vertu de la Loi sur la concurrence du Canada, et un accord visant la vente à Quad/Graphics, Inc. de ses activités d'impression au Mexique, et le transfert de ses activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis. Essentiellement, ces transactions représentent un échange d'actifs d'une valeur nette d'environ 85,0 millions de dollars, dont 80,0 millions, avant l'ajustement pour le fonds de roulement et les frais de transactions, pour les activités d'impression mexicaines, et 5,0 millions pour les activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis. La clôture de la transaction canadienne est prévue pour le début de l'année 2012, et sera réglée au comptant pour un montant de 50,0 millions de dollars, et par compensation du montant relatif à la vente des activités d'impression au Mexique et des activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis. La transaction mexicaine a été approuvée par la Loi fédérale mexicaine sur la concurrence économique, et a été complétée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteurs d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Interactif	100 % des actions de Vortxt Interactive inc. , une société œuvrant dans le domaine des solutions mobiles.	1er novembre 2010
Médias	Actifs du <i>Journal Nouvelles Hebdo</i> , journal hebdomadaire de la région de Dolbeau-Mistassini.	28 avril 2011
	Actifs du Groupe Le Canada Français, soit 11 titres hebdomadaires et mensuels, ainsi qu'une série de portails Web, desservant les régions de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Granby.	1er août 2011
	Actifs de Avantage Consommateurs de l'Est du Québec, soit trois publications hebdomadaires et mensuelles, ainsi que leur portail Web, desservant le territoire entre St-Simon et Gaspé.	29 août 2011

Les allocations du prix d'achat des autres acquisitions conclues au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011 sont préliminaires et sujettes à changement à la suite de l'évaluation finale des actifs acquis et de la détermination finale des coûts liés à ces acquisitions. L'excédent du prix payé sur la valeur comptable des actifs acquis a été entièrement attribué à l'écart d'acquisition, par conséquent les actifs incorporels acquis et l'amortissement relatif à ceux-ci n'ont pas été inclus dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2011. La Société finalisera les allocations du prix d'achat au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

La juste valeur des actifs acquis ainsi que les ajustements aux acquisitions de la période en cours et des périodes précédentes se résument comme suit :

	2011
Actifs acquis	
Fonds de roulement	3,0 \$
Immobilisations corporelles	0,2
Écarts d'acquisition (valeur fiscale de 23,9)	35,4
Actifs incorporels amortissables	0,4
	39,0 \$
Passifs pris en charge	
Passif d'impôts futurs	0,1
	38,9 \$
Contrepartie	
Encaisse déboursée	35,2 \$
Découvert bancaire de l'entreprise acquise	0,1
	35,3
Sommes à payer à court terme	3,6
	38,9 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société a payé la somme de 0,5 million de dollars, qui était incluse dans les sommes à payer à court terme au 31 octobre 2010, relativement à une acquisition d'entreprise conclue au cours des exercices précédents.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

23 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteurs d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Interactif	10 % supplémentaire des actions de ThinData, leader canadien du marketing direct interactif par courriel préautorisé. La Société détient à cette date 100 % des actions de ThinData.	29 octobre 2010
	25 % supplémentaire des actions de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), un chef de file nord-américain de la communication sur mesure. La Société détient à cette date 100 % des actions de Totem.	29 octobre 2010
	100 % des actions de LIPSO Systèmes inc., un chef de file canadien de solutions mobiles intégrées.	30 avril 2010
Médias	100 % des actions du <i>Journal Le Nord</i> (Groupe Média-Business Inc.), journal hebdomadaire desservant la ville de St-Jérôme.	13 septembre 2010

Conversys

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Conversys, acquise le 21 janvier 2009, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le tableau ci-dessous comprend ces ajustements.

Totem (anciennement Redwood Custom Communications)

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), acquise le 18 novembre 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le tableau ci-dessous comprend ces ajustements.

La juste valeur des actifs acquis ainsi que les ajustements aux acquisitions de la période en cours ainsi que des périodes précédentes se résument comme suit :

	2010
Actifs acquis	
Immobilisations corporelles	0,1 \$
Écarts d'acquisition (valeur fiscale nulle)	6,6
Actifs incorporels amortissables	6,1
Actif d'impôts futurs	0,2
	<u>13,0 \$</u>
Passifs pris en charge	
Autres éléments du passif	(0,1) \$
Passif d'impôts futurs	1,8
	<u>1,7</u>
	<u>11,3 \$</u>
Contrepartie	
Encaisse déboursée	11,6 \$
Sommes à payer à court terme	1,3
Sommes à payer à long terme	(1,6)
	<u>11,3 \$</u>

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, la Société a payé la somme de 2,4 millions de dollars, relativement à des acquisitions d'entreprises conclues au cours des exercices précédents. De cette somme, 1,6 million était inclus dans les sommes à payer à court terme et 0,8 million a été attribué à l'écart d'acquisition.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

24 RÉGIMES DE RETRAITE

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Depuis le 1er juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations déterminées. Pour les régimes à prestations déterminées, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de service et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations déterminées et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société et de ses filiales est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur.

L'obligation au titre des prestations constituées, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2010. Dorénavant, les évaluations actuarielles doivent être effectuées annuellement.

La composition des actifs des régimes est la suivante :

	2011	2010
Actions canadiennes et étrangères	68 %	69 %
Obligations de gouvernements et d'entreprises	29	29
Encaisse et placements temporaires	3	2
	100 %	100 %

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes, ainsi que la capitalisation des régimes à prestations déterminées, pour les exercices clos les 31 octobre :

	2011	2010
Obligation au titre des prestations constituées		
Solde au début de l'exercice	394,7 \$	343,2 \$
Variation de taux de change	-	(0,1)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1,1	10,9
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	20,8	21,8
Pertes actuarielles sur l'obligation au titre des prestations constituées	1,7	46,8
Prestations versées	(19,6)	(19,2)
Effet de la compression des régimes	-	(10,5)
Effet d'un règlement	-	(4,6)
Cotisations des employés	0,1	6,4
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	398,8 \$	394,7 \$
Juste valeur des actifs des régimes		
Solde au début de l'exercice	346,5 \$	307,0 \$
Rendement réel des actifs des régimes	(0,8)	36,7
Prestations versées	(19,6)	(19,2)
Cotisations de l'employeur	12,2	20,2
Cotisations des employés	0,1	6,4
Effet d'un règlement	-	(4,6)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	338,4 \$	346,5 \$
Déficit des régimes	(60,4) \$	(48,2) \$
Pertes actuarielles nettes non amorties	68,2	42,1
Coûts non amortis des services passés	0,1	0,1
Obligation transitoire non amortie	(0,2)	(0,4)
Actif (passif) au titre des prestations constituées	7,7 \$	(6,4) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

24 RÉGIMES DE RETRAITE (SUITE)

L'actif (le passif) au titre des prestations constituées figure comme suit au bilan de la Société :

	2011	2010
Autres éléments d'actif	23,6 \$	8,4 \$
Autres éléments du passif	(15,9)	(14,8)
	7,7 \$	(6,4) \$

L'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes aux 31 octobre comprennent les montants suivants relativement aux régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

	2011	2010
Juste valeur des actifs des régimes	320,0 \$	327,5 \$
Obligation au titre des prestations constituées	380,6	377,4
Situation de capitalisation - déficit	(60,6) \$	(49,9) \$

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	2011	2010
Obligation au titre des prestations constituées aux 31 octobre		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	5,50 %	5,50 %
Taux de croissance de la rémunération	3,00 - 4,00 %	3,00 - 4,00 %
Coût des prestations pour les exercices clos les 31 octobre		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice précédent	5,50 %	6,50 %
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	7,00 %	7,25 %
Taux de croissance de la rémunération	3,00 - 4,00 %	3,50 - 4,50 %

Le coût au titre des régimes à prestations déterminées pour les exercices clos les 31 octobre comprend les éléments suivants :

	2011	2010
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1,1 \$	10,9 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	20,8	21,8
Rendement réel des actifs des régimes	0,8	(36,7)
Pertes actuarielles sur l'obligation au titre des prestations constituées	1,7	46,8
Effet de la compression des régimes	-	(10,5)
Coût au titre des régimes à prestations déterminées avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût	24,4	32,3
Ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût :		
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes pour l'exercice	(24,6)	14,0
Écart entre le montant des pertes actuarielles constatées pour l'exercice et le montant réel des pertes actuarielles sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice	(1,5)	(35,4)
Écart entre l'amortissement du coût non amorti des services passés pour l'exercice et les modifications effectives aux régimes pour l'exercice	-	(0,1)
Amortissement de l'obligation transitoire	(0,2)	3,2
Coût constaté au titre des régimes à prestations déterminées	(1,9) \$	14,0 \$

Le coût et le montant total payé au titre des régimes à cotisations déterminées pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

	2011	2010
Cotisations de l'employeur	17,7 \$	8,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

25 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location de locaux et d'acquisition de matériel de production, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. La Société s'est aussi engagée, en vertu de contrats avec certains de ses clients, à effectuer des paiements couvrant des coûts d'acquisition de contrat s'échelonnant jusqu'en 2017. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 et suivants	Total
Contrats de location de locaux	27,6 \$	24,7 \$	21,3 \$	20,0 \$	16,8 \$	68,8 \$	179,2 \$
Contrats pour l'acquisition de matériel de production	1,1	0,5	0,3	-	-	-	1,9
Coûts d'acquisition de contrat	7,8	2,8	4,5	0,4	0,3	-	15,8
	36,5 \$	28,0 \$	26,1 \$	20,4 \$	17,1 \$	68,8 \$	196,9 \$

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les garanties suivantes :

a) Contrats de sous-location

La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance entre 2012 et 2015. Advenant l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire, la Société devra indemniser le bailleur. L'obligation maximale à l'égard de ces garanties est estimée à 2,1 millions de dollars. Au 31 octobre 2011, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces garanties, étant donné que l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire est peu probable.

b) Indemnisation des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2011, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

c) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2011, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2011 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

26 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie, ainsi qu'à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

En raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société est protégée contre une concentration du risque de crédit. Au 31 octobre 2011, aucun client ne représente plus de 5 % des débiteurs consolidés et les 20 principaux clients de la Société représentent moins de 25 % des débiteurs consolidés. Au 31 octobre 2011, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. De plus, la Société a contracté une police d'assurance-crédit couvrant la plupart de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction du type de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus trimestriellement par la direction. La Société enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La Société est exposée au risque de crédit relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations; toutefois, elle ne prévoit pas une telle éventualité puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Au 31 octobre 2011, l'exposition maximale à ce risque de crédit est de 4,3 millions de dollars (7,8 millions au 31 octobre 2010), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la Société.

Débiteurs en souffrance :

	Au 31 octobre 2011	Au 31 octobre 2010
Comptes-clients		
Dans les délais	241,5 \$	285,9 \$
1-30 jours en souffrance	88,7	82,8
31-60 jours en souffrance	25,4	23,3
Plus de 60 jours en souffrance	22,7	21,1
	378,3	413,1
Provision pour créances douteuses	(7,5)	(10,9)
Autres débiteurs	65,5	38,4
	436,3 \$	440,6 \$

Provision pour créances douteuses :

Solde au début de l'exercice	10,9 \$	10,2 \$
Dépense pour créances douteuses	1,8	3,4
Créances radiées	(5,2)	(2,7)
Solde à la fin de l'exercice	7,5 \$	10,9 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 octobre :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
2011						
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer (1)	(297,4) \$	(297,4) \$	(297,4) \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	(564,4)	(623,5)	(290,9)	(193,3)	(82,0)	(57,3)
Charges à payer à long terme (2)	(2,2)	(2,2)	-	(2,2)	-	-
	(864,0)	(923,1)	(588,3)	(195,5)	(82,0)	(57,3)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	-	(91,7)	(56,0)	(35,7)	-	-
Entrées de fonds	3,8	96,7	60,5	36,2	-	-
Swaps de taux d'intérêt	(5,2)	(5,8)	(4,2)	(1,6)	-	-
Swap de taux d'intérêt interdevises	(8,7)	(9,4)	(2,8)	(4,7)	(1,9)	-
	(10,1)	(10,2)	(2,5)	(5,8)	(1,9)	-
	(874,1) \$	(933,3) \$	(590,8) \$	(201,3) \$	(83,9) \$	(57,3) \$
2010						
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer (1)	(334,6) \$	(334,6) \$	(334,6) \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	(730,7)	(863,5)	(50,2)	(420,1)	(320,4)	(72,8)
Charges à payer à long terme (2)	(0,5)	(0,5)	-	(0,5)	-	-
	(1 065,8)	(1 198,6)	(384,8)	(420,6)	(320,4)	(72,8)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	-	(109,7)	(63,8)	(45,9)	-	-
Entrées de fonds	8,5	119,4	70,3	49,1	-	-
Contrats d'échange sur marchandises	(0,1)	(0,1)	(0,1)	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	(6,5)	(7,3)	(3,9)	(3,5)	0,1	-
Contrat de vente à terme d'obligations	(6,1)	(6,1)	(6,1)	-	-	-
Swap de taux d'intérêt interdevises	(10,1)	(10,9)	(1,7)	(4,7)	(3,7)	(0,8)
	(14,3)	(14,7)	(5,3)	(5,0)	(3,6)	(0,8)
	(1 080,1) \$	(1 213,3) \$	(390,1) \$	(425,6) \$	(324,0) \$	(73,6) \$

(1) Excluant les instruments financiers dérivés.

(2) Excluant les passifs non financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités d'exploitation et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants. Ces contrats prévoient des clauses d'indexation des coûts équivalentes à celles exigées par ses fournisseurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans le but de réduire ce risque, la Société a pour objectif le maintien d'une combinaison adéquate de dettes à long terme à taux fixe et à taux variable. Au 31 octobre 2011, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 59 % de la dette totale (61 % au 31 octobre 2010), alors que la portion à taux fixe représente 41 % (39 % au 31 octobre 2010).

Au 31 octobre 2011, afin de réduire le risque de taux d'intérêt, la Société est partie à des swaps de taux d'intérêt sur la dette à long terme en dollars canadiens, pour un montant nominal de 225,0 millions de dollars, dont 125,0 millions échéant en septembre 2012 et 100,0 millions échéant en mai 2014. Ces derniers sont les seuls swaps désignés à titre d'instruments financiers dérivés de couverture au 31 octobre 2011. Les swaps convertissent le taux d'intérêt variable basé sur le taux des acceptations bancaires en un taux fixe moyen de 6,16 %, incluant la majoration applicable. Considérant l'effet économique de ces instruments financiers dérivés, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 19 % de la dette totale (30 % au 31 octobre 2010), alors que la portion à taux fixe représente 81 % (70 % au 31 octobre 2010).

Au 31 octobre 2011, la Société est partie à un swap de taux d'intérêt interdevises, échéant en juillet 2015, afin de convertir le taux d'intérêt de la dette de 39,3 millions d'euros (55,5 millions de dollars), qui porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, au taux des acceptations bancaires majoré de 3,36 %. Cet instrument fixe également le taux de change à 1,5761.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet suivant sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu :

Exercice clos le 31 octobre 2011		Exercice clos le 31 octobre 2010	
Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu
(0,4) \$	1,1 \$	(0,8) \$	2,0 \$

Une dépréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis, et achète du matériel de production en devise américaine et en euros. De plus, au 31 octobre 2011, la Société a des dettes à long terme en dollars américains et en euros, totalisant un montant de 263,5 millions de dollars américains et un montant de 39,3 millions d'euros (238,5 millions de dollars américains et 49,2 millions d'euros au 31 octobre 2010). Elle est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2011, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 92,5 millions de dollars américains (107,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2010), dont 56,5 millions et 36,0 millions seront vendus au cours des exercices se terminant les 31 octobre 2012 et 2013, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 21 mois, à des taux variant de 0,9846 à 1,1474. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu :

	Exercice clos le 31 octobre 2011		Exercice clos le 31 octobre 2010	
	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu
Dollar américain	1,5 \$	(5,6) \$	1,5 \$	(7,0) \$
Euro	-	2,2	-	2,3

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

Juste valeur

La valeur comptable de certains instruments financiers qui viennent à échéance à court terme correspond approximativement à leur juste valeur. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau suivant indique la juste valeur et la valeur comptable de certains instruments financiers aux 31 octobre 2011 et 2010. La juste valeur est établie essentiellement à partir du calcul des flux de trésorerie actualisés ou en utilisant les cours du marché. La juste valeur calculée correspond approximativement aux montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés entre parties consentantes, d'après les données courantes du marché pour des instruments similaires. Par conséquent, de par sa nature estimative, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments.

	2011		2010	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dettes à long terme	586,7 \$	564,4 \$	769,9 \$	730,7 \$
Contrats de change à terme	3,8	3,8	8,5	8,5
Contrats d'échange sur marchandises	-	-	(0,1)	(0,1)
Swaps de taux d'intérêt	(5,2)	(5,2)	(6,5)	(6,5)
Contrat de vente à terme d'obligations	-	-	(6,1)	(6,1)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	(8,7)	(8,7)	(10,1)	(10,1)

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation au 31 octobre 2011. Les différents niveaux sont définis comme suit :

Niveau 1 - Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif et le passif, directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Contrats de change à terme	- \$	3,8 \$	- \$	3,8 \$
Swaps de taux d'intérêt	-	(5,2)	-	(5,2)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	-	(8,7)	-	(8,7)
	- \$	(10,1) \$	- \$	(10,1) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation au 31 octobre 2010 :

2010	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Contrats de change à terme	- \$	8,5 \$	- \$	8,5 \$
Contrats d'échange sur marchandises	-	(0,1)	-	(0,1)
Swaps de taux d'intérêt	-	(6,5)	-	(6,5)
Contrat de vente à terme d'obligations	-	(6,1)	-	(6,1)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	-	(10,1)	-	(10,1)
	- \$	(14,3) \$	- \$	(14,3) \$

27 GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Conserver une cote de crédit « catégorie d'investissement »;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de saisir d'éventuelles occasions lorsqu'elles surviennent.

La Société gère la structure de capital et la modifie en fonction des changements dans la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net (incluant, s'il y a lieu, l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels comme indicateur principal de mesure de levier financier. Aux fins du calcul, l'endettement net se définit par la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme, le découvert bancaire et l'utilisation du programme de titrisation, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 31 octobre 2011, le ratio d'endettement net était de 1,31x. Au 31 octobre 2010, le même ratio était de 1,87x. La baisse de ce ratio au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011 est surtout due à une diminution considérable de l'endettement net, qui est passé de 698,8 millions de dollars au 31 octobre 2010 à 489,4 millions au 31 octobre 2011, principalement en raison des flux de trésorerie générés par l'exploitation et la réduction importante des dépenses en immobilisations.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

28 INFORMATION SECTORIELLE

Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

	2011	2010
Revenus		
Secteur de l'impression	1 400,8 \$	1 379,4 \$
Secteur de l'interactif	125,4	123,3
Secteur des médias	612,4	608,3
Autres activités et montants non alloués	8,1	7,8
Ventes intersectorielles		
Secteur de l'impression	(92,2)	(82,3)
Secteur de l'interactif	(3,3)	(2,8)
Secteur des médias	(7,6)	(5,4)
Total des ventes intersectorielles	(103,1)	(90,5)
	2 043,6 \$	2 028,3 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels		
Secteur de l'impression	287,6 \$	270,3 \$
Secteur de l'interactif	(1,0)	6,7
Secteur des médias	90,2	109,5
Autres activités et montants non alloués	(3,8)	(13,3)
	373,0 \$	373,2 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation		
Secteur de l'impression	181,5 \$	164,6 \$
Secteur de l'interactif	(52,2)	(5,7)
Secteur des médias	51,3	82,9
Autres activités et montants non alloués	1,5	(19,3)
	182,1 \$	222,5 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾		
Secteur de l'impression	16,7 \$	101,5 \$
Secteur de l'interactif	4,1	7,3
Secteur des médias	8,9	6,4
Autres activités et montants non alloués	3,4	3,4
	33,1 \$	118,6 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels		
Secteur de l'impression	86,7 \$	90,7 \$
Secteur de l'interactif	9,3	10,3
Secteur des médias	18,9	17,0
Autres activités et montants non alloués	5,4	5,3
	120,3 \$	123,3 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

28 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Au 31 octobre 2011	Au 31 octobre 2010
Secteurs d'exploitation		
Actif		
Secteur de l'impression	1 284,4 \$	1 397,5 \$
Secteur de l'interactif	99,4	131,5
Secteur des médias	859,9	845,6
Autres activités et montants non alloués	209,9	144,2
Actifs liés aux activités abandonnées (note 8)	-	75,9
	2 453,6 \$	2 594,7 \$
Secteurs géographiques	2011	2010
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 787,5 \$	1 756,7 \$
Exportations	152,3	160,4
	1 939,8	1 917,1
États-Unis	103,8	111,2
	2 043,6 \$	2 028,3 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actif, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	343,1 \$	339,8 \$
États-Unis	29,9	33,4
	373,0 \$	373,2 \$
Bénéfice d'exploitation		
Canada	180,1 \$	210,9 \$
États-Unis	2,0	11,6
	182,1 \$	222,5 \$
	Au 31 octobre 2011	Au 31 octobre 2010
Actif		
Canada	2 080,1 \$	2 111,6 \$
États-Unis	373,5	407,2
Actif lié aux activités abandonnées (note 8)	-	75,9
	2 453,6 \$	2 594,7 \$
Immobilisations corporelles		
Canada	588,6 \$	654,2 \$
États-Unis	198,5	217,4
	787,1 \$	871,6 \$
Écarts d'acquisition		
Canada	682,5 \$	674,1 \$
États-Unis	-	4,0
	682,5 \$	678,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 octobre 2011 et 2010
(en millions de dollars, sauf les données par action)

29 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Changement de structure

Le 1er novembre 2011, la Société a mis en place une nouvelle structure d'exploitation dans le but de mieux répondre aux besoins actuels en communication marketing multiplateformes des entreprises, en combinant la majorité des activités des secteurs de l'interactif avec celles des médias pour ne former qu'un seul secteur. Pour leur part, les activités d'impression numérique établies aux États-Unis compléteront l'offre du secteur de l'impression. Cette nouvelle structure d'exploitation sera reflétée dans les états financiers consolidés du premier trimestre de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

30 INFORMATION COMPARATIVE

Certaines informations des périodes antérieures ont été reclassées afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de l'exercice.